



Législatives : un bilan en demi-teinte pour le Front national

Gilles Ivaldi

► To cite this version:

Gilles Ivaldi. Législatives : un bilan en demi-teinte pour le Front national. *Revue Politique et Parlementaire*, 2012, n°1063-1064 (Avril-Septembre), pp.175-189. halshs-01387132

HAL Id: halshs-01387132

<https://shs.hal.science/halshs-01387132>

Submitted on 25 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Législatives : un bilan en demi-teinte pour le Front national

Gilles Ivaldi, Chargé de recherche CNRS, URMIS-Université de Nice Sophia Antipolis

Article paru dans la *Revue Politique et Parlementaire*, n°1063-1064, avril-septembre, pp.175-189

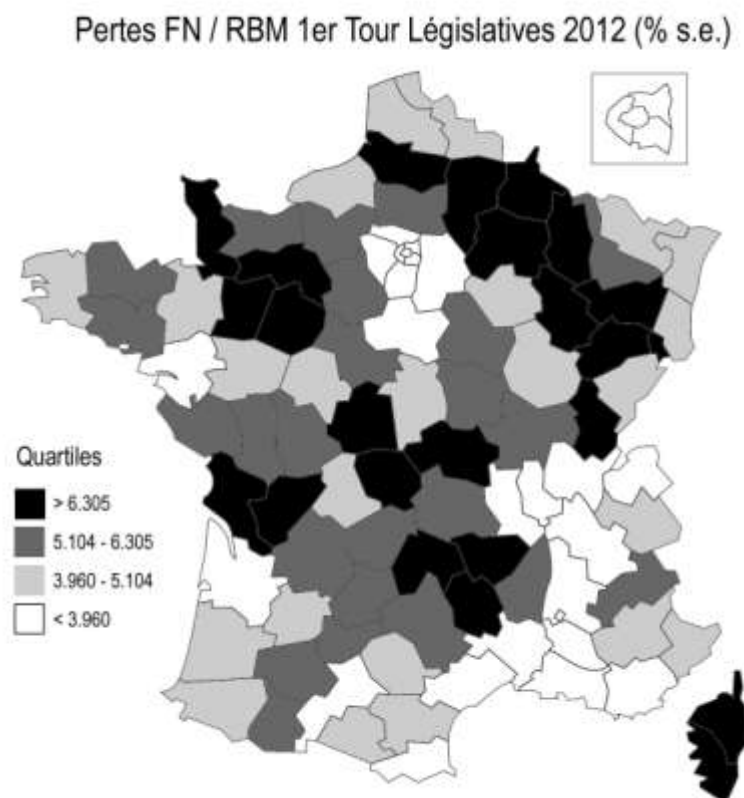
Portée par son succès présidentiel, la formation lepéniste a indéniablement abordé les élections législatives de juin en position de force, face à une UMP affaiblie par la défaite du 6 mai et les premières tensions internes de l'ère post-Sarkozy. Avec un peu plus de trois millions et demi de voix sur l'ensemble du territoire au soir du 10 juin, les candidats FN réunis sous la bannière du nouveau « Rassemblement Bleu Marine » totalisent 13.6 % des suffrages exprimés, en recul de 4.3 points et de près de 3 millions de voix au regard du score obtenu par leur présidente le 22 avril.

Une nouvelle fois, le Front national n'a pas été en mesure d'éviter totalement la décrue post-présidentielle dont il avait déjà fait les frais à plusieurs reprises en 1988, 2002 et, de manière plus évidente, en 2007 au lendemain de l'échec de son leader à la présidentielle. Avec 7.7 % en rapport aux électeurs inscrits, le FN fait mieux qu'en 2002 (7 %) et lave assurément l'affront de juin 2007 (2.5 %). Il ne retrouve cependant pas son niveau de 1997 (9.6 %), dans un scrutin qui était, il est vrai, intervenu à l'époque à mi-mandat après une dissolution pour le moins hasardeuse et de vastes mouvements de contestation sociale autour des réformes du gouvernement Juppé.

En juin 2012, les candidats du RBM marquent le pas dans près de 95 % des circonscriptions ¹. Le parti résiste mieux dans plusieurs de ses bastions du pourtour méditerranéen, en particulier dans le Gard, le Var, les Bouches-du-Rhône ou le Vaucluse, où il abandonne moins de 2 points par rapport au score présidentiel de Marine Le Pen (Cf. zones les plus claires sur la carte ci-après). Ces résultats témoignent de la poursuite du processus de (re)consolidation territoriale du FN dans le grand sud de la France. Ils éclairent en négatif sa moindre capacité de maintenir son influence dans certains autres de ses fiefs électoraux du nord et du nord-est au-delà de quelques circonscriptions « symboliques », à l'image d'Hénin-Beaumont. Les candidats du Front national perdent du terrain notamment en Champagne-Ardenne, en Picardie, en Franche-Comté ou en Lorraine, dans des départements où Marine Le Pen avait souvent dépassé 20 % des suffrages exprimés quelques semaines auparavant.

¹ Au total, le Front national présente 572 candidats sous l'étiquette RBM, dont 289 femmes (50.5 %).

Figure 1 : Pertes subies par les candidats FN /RBM au premier tour des élections législatives de juin 2012



Ecarts calculés sur les scores en % des suffrages exprimés ; écart = % voix du FN /RBM 1^{er} tour des législatives - % des voix Marine Le Pen 1^{er} tour de la présidentielle (en valeur absolue sur la carte)

Le FN limite également ses pertes dans la plupart des départements d'Ile-de-France (Paris, Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Yvelines, Val-de-Marne, Val-d'Oise ou Essonne), mais il s'agit là de zones où le niveau de sa candidate restait très largement inférieur à sa performance nationale le 22 avril dernier. Il recule très fortement en revanche en Corse (-15.3 points), pour l'essentiel au profit des candidats nationalistes de *Femu a Corsica* ou *Corsica libera*, ainsi que dans les départements ruraux qui s'étaient tournés vers Marine Le Pen lors de la présidentielle : Cantal (-9.5 points), Creuse (-8.6), Orne (-8.1), Allier (-7.3) ou Sarthe (-7.1) notamment.

Faiblesse organisationnelle, abstention et vote utile

Cette performance en demi-teinte témoigne de certains des handicaps dont souffre encore le parti de Marine Le Pen dans un scrutin législatif traditionnellement moins favorable aux forces politiques périphériques. Le FN s'est ainsi heurté tout d'abord à la persistance de la relative faiblesse organisationnelle de son appareil partisan et, depuis la déroute des législatives de 2007, à de sérieuses difficultés financières liées à la perte d'une quote-part significative de sa dotation publique ².

² Sur la base du score obtenu en 2002, le FN bénéficiait encore en 2007 d'une subvention annuelle de 4.6 millions d'Euros ; en 2008, l'aide publique chutait à 1.8 millions, soit une perte de plus de 60 %. Par ailleurs, le parti devait supporter le coût

A cela s'ajoute l'absence de notables bien implantés sur le terrain pour une formation ne disposant d'aucun responsable exécutif dans les collectivités locales, et privée depuis 1988 de représentation à l'Assemblée nationale. Les élections cantonales de 2011 avaient déjà mis en évidence cette carence de cadres au niveau local : beaucoup des figures du FN sur le terrain demeuraient très largement méconnues du public et, dans nombre de cas, des novices en politique. En juin 2012, moins d'un quart (23.3 %) des 572 candidats présentés par le RBM étaient déjà en lice aux législatives de 2007 (n=133 auxquels il faut ajouter une douzaine de candidats de l'ex-MNR mégrétiste) et moins de la moitié (n=279, 48.8 %) d'entre eux étaient engagés dans la bataille des cantonales un an auparavant. Cette faible notoriété a sans nul doute constitué un handicap supplémentaire face à des sortants plus solidement implantés dans leur circonscription.

Parallèlement, le FN a une nouvelle fois pâti en juin 2012 de la baisse de la participation (57.2 % contre 79.5 % au premier tour de l'élection présidentielle). Avec une progression de plus de 3 points par rapport aux législatives de 2007, cette abstention à la hausse a mécaniquement relevé le seuil des 12.5 % des inscrits et privé nombre de candidats FN d'une qualification pour le second tour en dépit de scores relativement élevés. Dans cette configuration, la formation lepéniste a été pénalisée par la plus grande volatilité de la frange protestataire de son électorat. Beaucoup des électeurs qui avaient choisi d'exprimer leur colère en se saisissant du bulletin FN lors de la présidentielle sont, semble-t-il, retournés vers l'abstention à l'occasion des législatives : au premier tour, pas moins de 46 % des électeurs de Marine Le Pen à la présidentielle se seraient ainsi abstenus, contre 35 et 32 % respectivement des supporters de Nicolas Sarkozy et François Hollande ³.

Enfin, le FN a souffert une fois encore d'un certain réflexe de « vote utile » à droite : au soir du 10 juin, un cinquième (22 %) des électeurs de Marine Le Pen se seraient ainsi reportés sur un candidat UMP ⁴. Sur l'ensemble des 572 circonscriptions où le RBM était présent, on observe une corrélation positive entre le recul du FN et la progression des candidats de la majorité sortante UMP/Nouveau Centre au premier tour du scrutin législatif ($r=0.56$). C'est notamment le cas dans l'est et le centre du pays, en Champagne-Ardenne, en Auvergne ou en Franche-Comté, où la droite parlementaire a visiblement regagné du terrain aux dépens de l'extrême-droite.

Un impact national limité

Au plan national, la conjonction de ces divers handicaps aura réduit de manière significative le poids de la formation lepéniste ainsi que son traditionnel potentiel de « nuisance ». Au total, le Front national est présent dans 59 des 541 circonscriptions du second tour, dont 28 triangulaires et 31 duels (22 face à la gauche et 9 face à la droite). En 1997, le FN avait été en mesure de se maintenir dans 132 circonscriptions et avait provoqué 76 triangulaires ⁵. En juin 2012, l'impact sur la droite parlementaire de la présence de candidats FN dans les triangulaires est demeuré relativement limité : dans les 28 circonscriptions concernées, 14 ont

des frais de campagne des 364 candidats frontistes n'ayant pas passé la barre des 5 % requise aux législatives. En avril 2011, le Front national se voyait contraint de procéder à la vente de son siège à Saint-Cloud afin d'honorer ses dettes.

³ Ipsos / Logica Business Consulting-France Télévisions, Radio France, *Le Monde*, *Le Point*, « Législatives 2012 1er tour - Sociologie et motivations de l'électorat », 10 juin 2012.

⁴ *Ibid.*

⁵ En 2002, le parti était resté en lice dans 37 circonscriptions (dont 27 duels). Dans la déroute de 2007, en revanche, seule Marine Le Pen était parvenue à se qualifier pour le second tour dans le Pas-de-Calais.

été gagnées par la gauche, 12 par la droite et 2 par le FN. A titre de comparaison, la gauche avait emporté 47 des 76 sièges disputés en triangulaires lors du scrutin législatif de 1997, contre 29 pour le bloc RPR/UDF de l'époque.

Sur l'ensemble des 482 circonscriptions restantes, là où le FN n'a pas été en mesure de se qualifier pour le second tour, 281 ont été gagnées par la gauche, 196 par la droite et 5 par d'autres candidats. Symboliquement, seules quatre des huit personnalités désignées par Marine Le Pen à la vindicte des électeurs seront défaites à l'occasion du second tour ⁶. Dans de nombreux cas, la droite n'a toutefois pas totalement été en position de ramener vers elle le pool d'électeurs d'extrême-droite du premier tour, confirmant ainsi la tendance observée dans les reports de voix frontistes sur la candidature de Nicolas Sarkozy au second tour de l'élection présidentielle de mai. Au regard du total des voix droite + FN recueilli le 10 juin dans ces circonscriptions, les candidats de l'UMP, du Nouveau Centre ou les divers droite reculent en moyenne de 1.3 points au soir du second tour.

Notons enfin que les candidatures dissidentes à l'extrême-droite auront très faiblement pesé sur le score du Front national. A l'occasion de ces législatives, les partis concurrents du FN présentaient au total 70 candidats sous la bannière de l'Union de la Droite nationale (UDN), regroupant le Parti de la France (PDF) de Carl Lang, la Nouvelle Droite Populaire (NDP) de l'Alsacien Robert Spieler ainsi que quelques militants rescapés du naufrage du MNR mégrétiste. Présente essentiellement dans les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Gard, l'Aisne, le Nord, l'Oise et la Seine-Saint-Denis, l'UDN obtient un peu moins de 50.000 voix au plan national (0.2 % des suffrages exprimés) ; cette concurrence sur son flanc droit a vraisemblablement contribué à empêcher la qualification du candidat frontiste pour le second tour dans cinq circonscriptions ⁷.

Dans les « terres domaniales » de l'extrême-droite

Ce bilan en demi-teinte au niveau national tranche avec la réalité du processus d'enracinement du FN dans plusieurs de ses fiefs électoraux. Si globalement les candidats du RBM ont peiné à rééditer la performance de leur chef de file, 29 d'entre eux sont parvenus en revanche à améliorer localement le score de la candidate présidentielle. C'est le cas pour Marine Le Pen elle-même dans le Pas-de-Calais ainsi qu'un ensemble de candidats dans le Gard, les Bouches-du-Rhône ou le Vaucluse, plus que jamais espaces de reconquête pour le FN à l'occasion de cette séquence électorale de 2012.

⁶ Le 11 juin 2012, Marine Le Pen avait dressé une « liste noire » des adversaires politiques du FN : quatre des personnalités visées seront élues le 17 juin (Nathalie Kosciusko-Morizet dans l'Essonne, Xavier Bertrand dans l'Aisne, Ségolène Neuville dans les Pyrénées-Orientales et François Pupponi dans le Val d'Oise), quatre autres seront battues (Georges Tron dans l'Essonne, l'UMP Manuel Aeschlimann dans les Hauts-de-Seine, Jack Lang dans les Vosges et Slimane Tir, candidat EELV dans le département du Nord).

⁷ A Nice, dans la 3^{ème} circonscription des Alpes-Maritimes, à Marseille, dans la 1^{ère} circonscription des Bouches-du-Rhône, à Alès, dans la 4^{ème} circonscription du Gard, à Pithiviers, dans la 5^{ème} circonscription du Loiret et dans la 4^{ème} circonscription du Vaucluse où le vote d'extrême-droite est très largement préempté par Jacques Bompard, maire d'Orange et président de la Ligue du Sud.

Tableau 1 : Scores des principaux candidats du Front national / Rassemblement Bleu Marine aux élections législatives de juin 2012

Département	Circ.	Candidat FN/RBM	% 1 ^{er} tour	% 2 nd tour	Config. 2 nd Tour	% Le Pen présid. 2012
ALPES MARITIMES	4	Lydia Schénardi	22,90	44,78	UMP-FN	26,77
AISNE	5	Franck Briffaut	22,74	21,10	UMP-RDG-FN	27,45
BOUCHES DU RHONE	3	Stéphane Ravier	29,87	49,01	PS-FN	26,23
BOUCHES DU RHONE	12	Paul Cupolati	26,68	26,06	UMP-PS-FN	29,90
BOUCHES DU RHONE	13	Béatrix Espallardo	21,69	39,72	FG-FN	25,58
BOUCHES DU RHONE	16	Valérie Laupies	28,98	48,71	PS-FN ⁽²⁾	27,78
DOUBS	4	Sophie Montel	23,87	24,5	PS-FN-UMP	26,60
GARD	2	Gilbert Collard ⁽³⁾	34,57	42,8	FN-PS-UMP	28,87
HERAULT	6	Guillaume Vouzellaud	22,54	20,37	UMP-PS-FN	27,75
MOSELLE	6	Florian Philippot	26,34	46,30	PS-FN	29,78
MOSELLE	7	Nathalie Pigeot	26,08	23,76	UMP-PS-FN	29,57
NORD	20	Nathalie Betegnies	21,73	32,60	FG-FN	28,00
OISE	2	Florence Italiani	23,23	22,18	UMP-PS-FN	27,90
PAS DE CALAIS	11	Marine Le Pen	42,36	49,89	FN-PS	31,42
PAS DE CALAIS	12	Charlotte Soula	25,69	43,17	FN-PS	30,13
PYRENEES ORIENTALES	1	Louis Aliot	24,14	23,24	UMP-DVG-FN	23,64
PYRENEES ORIENTALES	2	Irina Kortanek	23,59	Retrait	PS-UMP	27,42
VAR	3	Bruno Gollnisch	24,12	21,67	UMP-PRG-FN	22,81
VAUCLUSE	3	Marion Maréchal-Le Pen ⁽³⁾	34,63	42,09	FN-UMP-PS	31,50
VAUCLUSE	4	Annie-France Soulet (FN) Jacques Bompard ^{(1) (3)}	16,28 23,51	— 58,77	EXD-PS	29,03

Scores en % des suffrages exprimés

⁽¹⁾ Ligue du Sud, ex-FN ; ⁽²⁾ Après retrait du candidat UMP, Roland Chassain ; ⁽³⁾ Candidats élus

L'analyse de la présence des candidats FN au second tour des législatives laisse percevoir un tropisme méditerranéen : au total, 36 des 59 circonscriptions dans lesquelles la formation lepéniste demeure en lice au tour décisif se concentrent dans les départements du sud de la France –dont 23 pour la seule région PACA– contre 20 dans le grand arc Nord-Est qui constitue incontestablement la seconde zone de force du parti.

En moyenne, le FN progresse de 8 points entre les deux tours, de manière relativement homogène dans ses deux principales aires d'influence. Dans les triangulaires, ses candidats sont en léger recul par rapport à leur score de premier tour (-0.9 en moyenne), à l'exception notable de Gilbert Collard (+8.2) dans le Gard et Marion Maréchal-Le Pen (+7.4) dans le Vaucluse, qui améliorent tous deux sensiblement leur performance du 10 juin. Les gains de l'extrême-droite sont naturellement très largement supérieurs dans les cas de duels où la formation lepéniste recueille en moyenne 16 points de plus qu'au premier tour. Leur progression entre les deux tours est de même amplitude face à la droite (+16.1) ou à la gauche (+15.9), témoignant une nouvelle fois de ce « polymorphisme » politique du FN et de sa force d'attraction d'électeurs distribués sur l'ensemble du spectre politique, comme cela avait déjà été le cas lors de la présidentielle.

Au soir du 17 juin, en dépit de ces scores notablement à la hausse dans de nombreuses circonscriptions, le Front national n'obtient que deux sièges à l'Assemblée Nationale. Marion Maréchal-Le Pen l'emporte dans la triangulaire de la 3^{ème} circonscription du Vaucluse avec 42.1 % des voix. Cette victoire intervient après la décision de la candidate socialiste,

Catherine Arkilovitch, de se maintenir malgré l'injonction des instances nationales du PS ⁸. Gilbert Collard sort victorieux pour sa part dans la seconde circonscription du Gard avec 42.8 % des suffrages exprimés face aux candidats du PS et de l'UMP. S'ajoute à cette liste le succès personnel de Jacques Bompard, ancien membre du FN passé par le MPF villiériste, président de la Ligue du Sud et maire d'Orange, avec 58.8 % des voix dans la 4^{ème} circonscription du Vaucluse.

Si le Front national parvient donc à « briser le plafond de verre », réalisant en la matière une performance historique depuis l'éphémère mandat législatif de Jean-Marie Le Chevallier dans le Var entre 1997 et 1998, le bilan reste néanmoins en-deçà des attentes des principaux dirigeants du mouvement ⁹. Sur le terrain, plusieurs représentants du RBM auront manqué de peu la majorité absolue : c'est le cas, notamment, de Stéphane Ravier à Marseille, qui réunit 49 % des exprimés, de Valérie Laupies à Arles qui obtient 48.7 % des suffrages face au président socialiste du conseil régional PACA, Michel Vauzelle, ou encore de Florian Philippot qui totalise 46.3 % des voix en Moselle. A Hénin-Beaumont, Marine Le Pen recueille quant à elle 49.9 % des suffrages et échoue à 118 voix seulement du candidat de la gauche, Philippe Kemel.

Ces performances valident indéniablement les options stratégiques qui ont présidé à la formation du Rassemblement Bleu Marine à la veille des législatives. A l'instar des cantonales de 2011, l'analyse du profil des candidats FN en 2012 illustre l'impact de la relève générationnelle au sein du parti, dont Marion Maréchal-Le Pen (22 ans) est évidemment emblématique ¹⁰. Ces nouveaux candidats du RBM ont été en mesure de capitaliser sur la notoriété et la popularité de la nouvelle égérie frontiste, exploitant au mieux la « franchise mariniste » sur le terrain. Cette réalité atteste de l'importance stratégique pour Marine Le Pen de se débarrasser des vieux habits du FN et d'engager à terme le changement définitif de nom du mouvement, en gestation depuis plusieurs mois et qui se heurte encore à certaines réticences à l'intérieur du parti.

Le Rassemblement a, en outre, permis de sortir, encore marginalement sans doute, du périmètre « classique » de la petite nébuleuse de la droite nationale, en attirant de nouvelles personnalités moins marquées à l'extrême-droite ¹¹. Le cas de l'avocat Gilbert Collard est, à ce titre, particulièrement révélateur de ce processus embryonnaire de rénovation des élites au sein du parti, de même que la montée en puissance d'un Florian Philippot, ancien énarque et nouvelle caution « technocratique » de la formation lepéniste.

⁸ La première secrétaire du PS Martine Aubry annonçait dès le lundi 11 juin 2012 le retrait de la candidate PS « devant le risque d'élection du FN », et appelait plus généralement au « désistement républicain » entre PS et UMP pour « faire barrage au FN ». Décision à laquelle la candidate opposait une fin de non-recevoir, provoquant une crise localement, avec l'appel de son suppléant, Roland Davau, à voter pour l'UMP (*Le Monde*, 11 et 13 juin 2012).

⁹ Au lendemain du premier tour, Florian Philippot, porte-parole du RBM, avançait ainsi un chiffre de « 5 à 7 députés » (*France 2*, 12 juin 2012).

¹⁰ En juin 2012, 130 des 572 représentants du RBM (23 %) sont âgés de moins de 40 ans. A titre de comparaison, ils n'étaient que 96 sur 575 en 2002 et 94 sur 557 cinq ans auparavant (17 % dans les deux cas). En moyenne, les 59 candidats frontistes demeurés en lice au second tour des législatives de 2012 sont parmi les plus jeunes (49 ans) comparés à leurs concurrents de l'UMP (53.5), du PS (52.5) ou du Front de Gauche (62.2).

¹¹ Sur le terrain, l'ouverture reste encore très relative. Outre Gilbert Collard, le FN n'a attiré qu'une douzaine de personnalités extérieures au parti, transfuges de la droite parlementaire (à l'image de Valéry Le Douguet dans la Somme ou Olivier Eyraud, conseiller général UMP dans l'Ain), ex-Chevènementistes tel que Bertrand Dutheil de La Rochère dans l'Aisne ou vieux compagnons de route de l'extrême-droite en la personne de Jacques Peyrat, ancien maire de Nice. Au total, l'alliance symbolique avec le SIEL (Souveraineté, Indépendance et Libertés) du souverainiste Paul-Marie Coûteaux, n'aura porté que sur 34 circonscriptions.

Tout l'enjeu pour le Front national va être désormais de gérer ce capital politique et maîtriser le processus de modernisation d'une formation encore engoncée dans l'univers idéologique de l'extrême-droite. De fait, une des leçons de ces législatives a été de pointer certains paradoxes de la dédramatisation frontiste. Au premier rang desquels une relative « *peopolisation* » du mouvement : les nouvelles têtes d'affiche du FN présentent un profil singulier, souvent à la marge du parti, à l'instar de Gilbert Collard qui maintient pour l'heure des liens pour le moins distendus avec l'appareil FN ¹². Symboliquement, ses principaux cadres –Marine Le Pen en tête– ont tous échoué en revanche dans ces législatives : ainsi Marine Le Pen dans le Pas-de-Calais, Louis Aliot dans les Pyrénées-Orientales, Florian Philippot en Moselle, Bruno Gollnisch parachuté dans le Var ou Sophie Montel, membre du Bureau politique et conseillère régionale Front National de Franche-Comté face à Pierre Moscovici dans le Doubs. Plusieurs membres du bureau politique ont également été éliminés dès le premier tour. C'est le cas notamment de Jean-François Jalkh, Délégué Général, dans les Vosges, de Wallerand de Saint Just, Trésorier National, qui échoue dans la Somme, d'Alain Jamet, Vice-président, battu dans l'Hérault ou de Marie-Christine Arnautu, Vice-présidente et très proche de Marine Le Pen, éliminée avec 15.9 % des voix en Seine-et-Marne (Cf. tableau ci-dessous).

Tableau 2 : Personnalités du FN éliminées au premier tour des législatives de juin 2012

Département	Circ.	Candidat FN/RBM	% 1 ^{er} tour	% Le Pen présid. 2012
AISNE	3	Bertrand Dutheil	16,30	27,86
GARD	4	Hélène Zouroudis	19,55	25,82
HAUTE MARNE	2	Paul-Marie Couteaux ⁽¹⁾	19,00	28,98
HAUTE SAONE	2	Jean Receveur	17,77	27,08
HERAULT	1	Alain Jamet	18,12	20,79
MEURTHE ET MOSELLE	4	Pascal Bauche	18,87	25,48
MEUSE	1	Dominique Bilde	19,58	26,25
MOSELLE	5	Philippe Marcel Armand	20,73	28,95
OISE	1	Sandrine Leroy	17,34	26,99
SEINE ET MARNE	6	Marie-Christine Arnautu	15,90	22,71
SEINE MARITIME	4	Nicolas Bay	18,36	19,24
SOMME	5	Wallerand de St Just	14,08	26,95
VOSGES	2	Jean-François Jalkh	17,44	27,77

⁽¹⁾ président de Souveraineté, Indépendance et Libertés (SIEL).

Au sein même de ce futur rassemblement élargi, la présence de nouvelles figures médiatiques pourrait poser à terme la question du leadership et d'éventuels conflits d'égos portés par des légitimités concurrentes. Souvenons-nous qu'en 1995, les premiers succès du FN à Orange, Toulon et Marignane avaient très rapidement débouché sur un affrontement ouvert entre Jean-Marie Le Pen et les nouvelles étoiles montantes du lepénisme municipal. Quelques années plus tard, l'installation réussie des époux Mégret à Vitrolles sera le point de départ d'un choc frontal des ambitions qui mènera à la scission de janvier 1999, preuve de l'inertie du modèle charismatique qui domine depuis toujours l'organisation du FN.

A diversifier, comme il le devra, ses élites nationales et locales –notamment dans l'hypothèse d'alliances avec une partie de la droite–, le FN pourrait s'exposer de nouveau à des tensions

¹² Fraîchement élu, Gilbert Collard a ainsi réaffirmé son indépendance en indiquant qu'il ne souhaitait pas intégrer dans l'immédiat les rangs du FN. Marine Le Pen a pris acte de la décision de son député : « il préfère, dans le but de rassembler d'autres personnes autour de ce Rassemblement, sa liberté. Je le lui concède avec beaucoup de sincérité et de confiance » (*Europe 1*, 22 juin 2012)

internes nées de la compétition entre personnalités et factions rivales en son sein. Dès après les législatives de juin, des premières résistances se sont fait jour dans le parti face à la montée en puissance de Gilbert Collard, qui témoignent déjà de la fragilité de l'ouverture politique dans un parti encore profondément marqué par sa culture autoritaire et hiérarchique. Au sein de la formation lepéniste, une nouvelle ligne de fracture semble se dessiner en particulier autour du rôle de Jean-Marie Le Pen en tant que président d'honneur : s'il a largement contribué à propulser sa fille à la tête du FN à partir de 2003, l'ancien député poujadiste semble aujourd'hui plus ouvertement critique face à l'entreprise de modernisation du mouvement, au positionnement iconoclaste d'un Gilbert Collard et plus généralement à l'emprise des anciens mégrétistes sur l'appareil frontiste ¹³.

Désenclaver le FN

C'est évidemment sur la dimension relationnelle que les évolutions auront été les plus marquantes à l'occasion de ces législatives. La formation du Rassemblement Bleu Marine a permis une inflexion tactique significative vers une attitude sensiblement plus conciliante à l'égard d'éventuels accords à la base, dont les principes stratégiques avaient été définis en 1997-1998 par l'aile « moderniste » du FN sous la houlette de Bruno Mégret, alors Délégué Général du mouvement lepéniste. Cette stratégie de main tendue et de désenclavement a marqué une rupture nette avec la ligne anti-système de refus de toute « compromission » avec les représentants « caste UMPS », qui avait prévalu durant la campagne présidentielle.

Au lendemain du second tour du scrutin présidentiel, la chef de file frontiste évoquait ainsi la possibilité « d'ententes au cas par cas » et ajoutait : « je ne suis pas fermée, a priori, à ce type de discussions » (*Valeurs Actuelles*, 10 mai 2012). Quelques jours plus tard, elle invitait cadres locaux et électeurs UMP à rejeter le « cordon sanitaire » en affirmant : « il y a des gens bien à l'UMP, il y a des élus de terrain, il y a énormément d'électeurs qui ne comprennent pas ce cordon sanitaire, dont ils ne voient pas quels sont les tenants et les aboutissants » (France 5, 15 mai 2012). Marine Le Pen entrouvrait un peu plus encore la porte une semaine plus tard à Metz en déclarant « qu'elle ne s'interdisait rien aux législatives » et pourrait appeler « très exceptionnellement » à soutenir des candidats de l'UMP ou du PS en fonction de leur « valeur humaine » (*Le Point*, 22 mai 2012). Lors du dernier bureau politique avant le second tour, la présidente du FN donnait une « liberté totale de vote » à ses électeurs dans les circonscriptions où son parti n'était pas en mesure de se maintenir (*Le Monde*, 12 juin 2012) ¹⁴.

Du côté de l'UMP, la défaite de Nicolas Sarkozy a laissé nombre de députés sortants dans un profond désarroi. En dépit du refus catégorique des instances nationales d'envisager toute collaboration avec la formation lepéniste ¹⁵, les craintes liées à la menace de l'extrême-droite ont créé des brèches dans les digues anti-FN que les formations de la droite parlementaire et

¹³ Dans une interview accordée le 6 juillet 2012 au quotidien britannique *The Times*, Jean-Marie Le Pen exprime notamment certaines réserves quant à la stratégie de dédiabolisation : « la stratégie de Marine, explique-t-il, est de fournir à nos adversaires le moins d'angles d'attaque possibles. Par exemple, tous ces courageux et dynamiques militants qui se sont fait remarquer parce qu'ils avaient le crâne rasé ont été écartés » (cité par *Le Monde*, 6 juillet 2012).

¹⁴ Elle évoquait en outre la possibilité d'un retrait d'un candidat FN en faveur de l'UMP dans le Gard en échange d'un désistement d'Etienne Mourrut face à Gilbert Collard. Entre les deux tours, des passerelles ont été établies au plan local entre certains candidats frontistes et leurs homologues UMP : ainsi dans l'Yonne, dans le Vaucluse, dans les Alpes-de-Haute-Provence, en Saône-et-Loire ou dans les Pyrénées-Orientales sous l'impulsion directe de Louis Aliot.

¹⁵ Dans un entretien au *Figaro Magazine* du 12 mai 2012, le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, rappelait ainsi que tout accord local entre un candidat UMP aux législatives et le Front national serait « contraire à la ligne de l'UMP » et qu'il en tirerait « toutes les conséquences au niveau national ».

du centre avaient ré-établies après le traumatisme des régionales de 1998. Le député UMP de Gironde, Jean-Paul Garraud, ouvrira ainsi le tir dès le 7 mai en posant la question d'un « rapprochement avec le FN » face à une probable poussée de la gauche, suivi de plusieurs de ses collègues de la Droite Populaire tels Dominique Tian à Marseille ou Maryse Joissains à Aix-en-Provence. Entre les deux tours, d'autres personnalités de l'UMP feront état de leur proximité de vues avec la formation lepéniste : ainsi Etienne Mourrut dans le Gard, Gérard Longuet, Brigitte Barèges dans le Tarn-et-Garonne ou Nadine Morano mise en difficulté en Meurthe-et-Moselle.

Lors de son bureau politique extraordinaire du 11 juin, l'UMP entérine à l'unanimité l'option du « ni ni » (ni Front national, ni Front républicain) qui avait déjà prévalu lors des cantonales de mars 2011, et dont certains leaders, à l'image notamment de François Fillon, s'étaient désolidarisés à l'époque. Le bureau confirme également le maintien de tous ses candidats en position d'accéder au second tour et l'absence de consignes de vote dans le cas contraire. L'abandon du « Front républicain » marque une prise de distance nette avec les stratégies passées de la droite parlementaire et, *de facto*, implique une « normalisation » au moins partielle du mouvement lepéniste au sein du système politique. Marine Le Pen ne s'y trompera d'ailleurs pas affirmant immédiatement que le « ni ni » est une « avancée appréciable [par rapport] à l'infect front républicain » (*Le Monde*, 12 juin 2012).

Trois phénomènes auront ainsi présidé à cette réduction de la distance entre l'UMP et son challenger extrême-droitier. D'une part, la stratégie frontiste de « dédramatisation », quand bien même inachevée dans les faits, a incontestablement porté ses premiers fruits dans les esprits. L'évolution comportementale a ouvert la porte à l'idée d'un FN plus « fréquentable » et permis à nombre de cadres de l'UMP d'évoquer publiquement l'après-Jean-Marie Le Pen comme une « nouvelle phase » dans l'histoire de l'extrême-droite ¹⁶. Nicolas Sarkozy lui-même rompra symboliquement avec la position portée pendant longtemps par Jacques Chirac en affirmant entre les deux tours de la présidentielle voir dans le FN un « parti démocratique » (*France Info*, 25 avril 2012) et « compatible avec la République » (*Le Nouvel Observateur*, 25 avril 2012).

En second lieu, le changement d'image de la formation lepéniste a été accompagné par un processus de droitisation de l'UMP. Ce glissement a été opéré par Nicolas Sarkozy dans les deux dernières années de son mandat, relayé par l'aile droite de la majorité et largement étayé lors de la campagne présidentielle autour des thèmes de l'immigration, des frontières, du refus de l'assistanat ou de la critique des corps intermédiaires. Ces mêmes thèmes seront ensuite au cœur de la campagne législative de l'UMP.

Enfin, et c'est sans doute ici un facteur central, la promesse d'alternance à gauche s'est construite sur un agenda culturel libertaire. Parmi les propositions phares du parti socialiste, le droit de vote pour les étrangers aux élections municipales et le mariage homosexuel ont agi comme de véritables « chiffons rouges » pour un électorat de droite et, *a fortiori*, d'extrême-droite encore très rétif à ces évolutions. Une telle polarisation sur la dimension culturelle a sans aucun doute contribué à rapprocher mécaniquement l'UMP du Front national, sinon au niveau des cadres nationaux, tout au moins de leurs électeurs dans les circonscriptions.

Au cœur même de l'opinion, le déplacement des frontières symboliques entre droite et extrême-droite est apparu de manière évidente à l'occasion de ces législatives. A la veille du

¹⁶ Pour Philippe Olivier, conseiller de Marine Le Pen, « l'hystérie anti-Le Pen de 2002 est passée, c'est fini. On est dans du post-lepénisme : on entre dans le 'marinisme' » (*Le Monde*, 18 juin 2012).

premier tour, deux tiers (66 %) des électeurs proches de l'UMP se disaient favorables à un accord de désistement mutuel entre le candidat de la droite et le candidat du FN (64 % chez leurs homologues du FN). Parmi les sympathisants UMP, seuls 14 % souhaitent que leur candidat appelle à voter à gauche pour faire barrage au FN, 41 % plaidant pour un appel à voter en faveur du Front national et 45 % pour une absence de consigne ou un vote blanc ¹⁷. Dans l'après-législatives, près de la moitié (48 %) des sympathisants de l'UMP se dit encore favorable à des accords locaux avec le FN, très au-dessus du niveau mesuré pour cette même question lors des élections régionales de mars 1998 (36 %) ¹⁸.

Sur le terrain toutefois, dans les 22 circonscriptions où le parti de Marine Le Pen affrontait seul un candidat de gauche au second tour de ces législatives, les reports de l'UMP vers le FN se sont opérés de manière très variable. En moyenne, les candidats d'extrême-droite y ont perdu 1.6 points au second tour par rapport au total des voix de droite au premier. Leur recul est particulièrement sensible dans le Nord et en Moselle ainsi que dans le Tarn et le Tarn-et-Garonne, où les représentants du RBM n'ont pas réussi semble-t-il à rassembler la totalité des électeurs de droite autour de leur candidature. Les échecs notamment de Florian Philippot en Moselle ou de Stéphane Ravier et Valérie Laupies dans les Bouches-du-Rhône sont d'autant plus significatifs à cet égard que la droite était majoritaire dans leurs circonscriptions au lendemain du premier tour ¹⁹.

Le projet lepéniste d'incarner la grande alternative d'opposition à droite demeure pour l'heure circonscrit dans les faits à un petit nombre de circonscriptions dans lesquelles le FN a véritablement réussi son pari de se substituer à l'UMP face à la gauche. L'exemple du Pas-de-Calais est à ce titre emblématique de l'OPA frontiste sur les électeurs de la majorité sortante : au second tour, les candidats du FN, Freddy Baudrin, Charlotte Soula et Marine Le Pen, y gagnent entre 2.4 et 6.5 points au regard du total des droites du 10 juin. Au premier tour, ces candidats y avaient par ailleurs assis leur suprématie en supplantant largement leurs concurrents UMP.

Un scénario à l'italienne ?

Une nouvelle fois, à l'occasion de ces élections législatives, l'épineuse question d'une possible alliance des droites françaises a été posée. Nombre d'observateurs ont notamment évoqué pour le Front national l'hypothèse d'un scénario « à l'italienne » sur le modèle de l'ancien MSI néo-fasciste devenu en l'espace d'une quinzaine d'années une formation totalement intégrée au pôle de centre-droit de l'ancien Président du Conseil Silvio Berlusconi.

L'opportunité d'une transposition du cadre transalpin au cas français se heurte encore à de nombreuses inconnues, au premier rang desquelles l'évolution à venir de l'UMP. Les résultats des législatives ont modifié l'équilibre des tendances au sein de l'ex-parti présidentiel, du fait en particulier des lourdes pertes subies par les représentants de la Droite Populaire dans les

¹⁷ Ipsos / Logica Business Consulting - France Télévisions, Radio France, *Le Monde* et *Le Point*, « 1er tour des élections législatives. Comprendre le vote des Français », 10 juin 2012.

¹⁸ IFOP-*Sud Ouest Dimanche*, 24 juin 2012.

¹⁹ Dans le dernier cas, les reports avaient pourtant été favorisés par le retrait du candidat UMP Roland Chassain au profit du FN, évoqué dans une interview au journal d'extrême-droite *Minute* quelques jours avant le scrutin : « il suffit de lire mes propositions pour voir que je suis plus proche de Marine Le Pen que du PS. Si Mme Laupies est en mesure de gagner, il n'y aura pas de front républicain. Pour moi, c'est tout sauf Vauzelle ! » (cité par *Le Monde*, 11 juin 2012).

circonscriptions ²⁰. S'il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de la défaite de l'aile droitiste, il paraît clair en revanche que ce nouveau rapport de forces joue en faveur du pôle centriste et libéral qui demeure largement hostile à l'alliance avec l'extrême-droite. Dès le lendemain des législatives, des voix se sont élevées, notamment parmi les anciens chiraquiens (Baroin, Raffarin ou Juppé), pour dénoncer l'échec de la « stratégie de Grenoble » de droitisation du parti et plaider pour un rééquilibrage de l'opposition autour de son pôle centriste, libéral et humaniste.

S'agissant du Front national, le processus de modernisation initié par la nouvelle équipe dirigeante est loin d'être achevé quand bien même le changement d'image a d'ores-et-déjà permis la levée de certains tabous historiques associés au FN. La convocation de l'exemple italien permet peut-être de rappeler ici que la transformation de l'ex-MSI en formation de droite classique s'est faite au prix d'un *aggiornamento* idéologique fort et d'une condamnation sans ambiguïté du régime mussolinien dont la référence était pourtant demeurée centrale pour l'identité du parti depuis la fin de la guerre. Pour l'heure, l'évolution du FN en France s'est faite d'abord sur des éléments de 'geste' et de stratégie politiques sans altération notable, on l'a souligné, du cœur du programme politique classique de l'extrême-droite.

A l'échelle nationale, cette continuité de certains aspects antilibéraux, autoritaires ou discrétionnaires continue de faire obstacle au rapprochement avec la droite parlementaire. Par ailleurs, le déplacement vers la gauche du mouvement lepéniste sur l'axe économique, doublé de ses diatribes anti-Euro, ont accru la distance avec les positions plus libérales et pro-européennes de l'UMP. Comme cela a été le cas en Italie, le FN devra probablement s'engager à des compromis sur plusieurs de ces dimensions s'il entend véritablement organiser une refonte de la droite au sein du futur rassemblement national qu'il appelle de ses vœux. De tels rapprochements ne pourront se faire sans abandon d'une certaine forme de radicalité politique qui continue aujourd'hui à alimenter la dynamique frontiste. Il n'est pas certain alors qu'un FN véritablement « banalisé » –au sens premier du terme– puisse continuer de séduire aussi efficacement cet électorat protestataire lassé des grandes formations de gouvernement.

S'il nous faut considérer l'expérience de recomposition des droites transalpines, c'est plus sans doute vers la Ligue du Nord que l'on doit se tourner. Les résultats des législatives dans le sud de la France ont esquissé de manière beaucoup plus claire les contours de ce que pourrait être à l'avenir une alliance régionalisée des droites au sein d'un pôle national-conservateur émancipé de la tutelle de l'UMP sur le terrain. Dans ce nouvel eldorado électoral, la porosité historique des milieux de la droite et de l'extrême-droite « provençales » a encore une fois été révélée au grand jour et peut laisser anticiper la formation de coalitions locales de circonstances lors des prochains scrutins ²¹. Le parcours des anciens maires frontistes d'Orange et Marignane, Jacques Bompard et Daniel Simonpieri, illustre cette proximité de vues ; d'ores-et-déjà Gilbert Collard a affirmé sa ferme intention de travailler sur le terrain

²⁰ Au total pas moins de 21 des 43 députés membres du collectif y ont été battus, parmi lesquels certains des défenseurs du dialogue avec le FN à l'image de Maryse Joissains, Jean-Paul Garraud, Brigitte Barèges ou Jean-Michel Ferrand.

²¹ Dès la fin juin, l'élection cantonale partielle de Brignoles (Var) a replacé la question du « ni, ni » au cœur du débat politique, après l'élimination du candidat de l'UMP et la qualification du représentant FN, Jean-Paul Dispard (34.9 %), dans le duel l'opposant au maire PCF de Brignoles, Claude Gilardo, arrivé en tête au premier tour le 24 juin avec 39.6 % des voix. Ce dernier l'emporte au second tour avec 50.1 % des suffrages et 13 voix d'avance seulement sur son adversaire mariniste, en dépit de bons reports de l'UMP vers le FN.

avec ses homologues UMP ²². Rendez-vous est pris, à l'évidence, pour les élections municipales de 2014.

Perspectives

La longue séquence électorale de 2011-2012 se referme donc sur un bilan globalement positif pour le Front national, effaçant définitivement dans les rangs du parti le souvenir du traumatisme des défaites de 2007. Après le succès des cantonales, la formation lepéniste sort incontestablement renforcée à l'issue des scrutins présidentiel et législatif. Face à elle, l'UMP, renvoyée dans l'opposition, reste sous la menace d'une implosion de ses diverses composantes au sein d'un paysage politique droitier en profond bouleversement.

Pour sa part, le Front national peut envisager l'avenir immédiat avec confiance. Après le succès présidentiel, les législatives ont confirmé l'impact de la perception par l'électorat de la modernisation et du renouvellement générationnel engagé par le FN sous la houlette de sa nouvelle présidente. S'il lui reste encore à renforcer son appareil, professionnaliser ses cadres et permettre l'émergence de véritables notables au plan local, il devrait rapidement bénéficier des subsides financiers issus de son redressement aux législatives de juin ²³.

Ses résultats locaux le placent d'ores-et-déjà en bonne position pour les échéances électorales futures, au premier rang desquelles les municipales de 2014. Fort de ses performances, le parti peut désormais espérer l'emporter dans ces petites villes de périphérie devenues ses nouvelles chasses gardées. Dans plusieurs de ses zones de force, le FN a obtenu des scores élevés qui laissent présager de batailles serrées. Malgré son échec, Marine Le Pen a recueilli une majorité (55.1 %) de suffrages dans la ville de Hénin-Beaumont, confirmant le processus d'installation du vote FN dans la localité ²⁴ et plus généralement sur l'ensemble du département depuis une dizaine d'années. Dans le Vaucluse, Marion Maréchal-Le Pen est arrivée en tête dans les bureaux de Carpentras sur la 3^{ème} circonscription ; elle devance l'UMP de 10 points dans la ville de Sorgues et obtient la majorité absolue avec 50.8 % des voix dans la commune voisine de Bédarrides. Dans le Gard, Gilbert Collard a sans surprise viré en tête au second tour avec 53.6 % des exprimés dans le bastion historique de Saint-Gilles ; il talonne en outre la candidate PS, Katy Guyot, dans la commune de Vauvert, avec 44.7 % des voix.

A moyen terme, l'arrivée de la gauche aux commandes de l'Etat offre une structure d'opportunités particulièrement favorable pour la formation lepéniste. D'une part, sous l'angle institutionnel, l'introduction promise d'une part de proportionnelle aux législatives permettrait au FN d'accroître sensiblement sa représentation parlementaire et son poids politique. En second lieu, l'expérience de la période 1981-1984 nous rappelle qu'une partie de l'électorat de droite peut être facilement tentée par la radicalisation. Le Front national aura sans aucun doute l'opportunité de continuer de peser sur l'agenda politique hexagonal.

²² Au soir du second tour, le nouveau député RBM assurait ainsi avoir « reçu des messages de félicitations venant de l'UMP (...) qui sont en même temps des messages de rapprochement. Ils ne me tendent pas la main pour une alliance demain, ajoutait Gilbert Collard, mais clairement, on voit qu'ils ne seraient pas hostiles à l'idée de travailler ou discuter avec moi. On sent qu'on va pouvoir discuter, c'est évident » (BFMTV, 17 juin 2012).

²³ La dotation du FN devrait passer à 6 millions d'euros annuels environ (5.9 millions au prorata du nombre de voix et 80 000 Euros environ pour les deux élus du parti au Palais Bourbon).

²⁴ En mars 2008, Steeve Briois avait été largement battu dans une triangulaire avec 28.8 % des voix. Lors de la municipale partielle de juillet 2009, en revanche, le ticket Le Pen-Briois progressait fortement avec 47.6 % des suffrages face au candidat de la gauche, Daniel Duquenne. Preuve du chemin parcouru dans la localité, Steeve Briois, alors candidat pour le MNR, n'avait recueilli que 19.1 % des exprimés à l'occasion du second tour du scrutin municipal de 2001.

D'autant plus que certains des thèmes culturels qui seront mis en avant par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault –on songe naturellement ici à un éventuel référendum sur le droit de vote des étrangers– offriront une tribune d'expression privilégiée pour le FN sur certains de ses sujets fétiches.

Au plan économique, enfin, une possible aggravation de la crise serait immanquablement de nature à nourrir la déception de l'électorat acquis à l'alternance en 2012, qui pourrait alors se tourner plus massivement encore vers le Front national. Il apparaît assez clairement aujourd'hui que le sauvetage de la zone Euro et la redynamisation d'économies européennes en berne ne pourront se faire qu'au prix d'une plus forte intégration politique de l'Union européenne et de nouveaux transferts de souveraineté. La réussite de ce processus constituera évidemment un élément clé du débat politique hexagonal dans les prochains mois. En continuant de se poser en seul défenseur des intérêts nationaux du « peuple », le Front national aura beau jeu d'exploiter toutes les inquiétudes et les mécontentements que pourraient provoquer d'éventuels échecs des leaders européens.

*

* *